



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 13 décembre 2002

VOIR AUSSI

◆ Le paysage linguistique transformé par l'immigration

Le Canada devient de plus en plus une société multilingue en raison du nombre grandissant d'immigrants n'ayant ni le français ni l'anglais comme langue maternelle, d'après les données du Recensement de 2001.

◆ L'Alberta détrône la Colombie-Britannique comme destination des chercheurs d'emploi

Les Canadiens qui ont changé de province ou de territoire entre 1996 et 2001 se sont dirigés massivement vers la province prospère et riche en pétrole qu'est l'Alberta, d'après les données du Recensement de 2001.

◆ La valeur des permis de construction atteint de nouveau un record

Les chantiers de construction ne laissent présager aucun répit, la valeur des intentions de construction ayant égalé en octobre le record de juillet 2002. En effet, la valeur des permis de construction a totalisé 4,0 milliards de dollars en octobre, soit 6,9 % de plus qu'en septembre.

◆ La fréquentation des établissements du patrimoine progresse

Les 2 600 établissements du patrimoine canadien ont profité de la croissance du nombre d'adhésions, de l'augmentation du nombre de visiteurs, ainsi que de la hausse des recettes et des subventions publiques en 1999. Le nombre de visiteurs s'est élevé à 118,3 millions, et les recettes d'exploitation ont presque atteint 1,5 milliard de dollars.

Un demi-million d'emplois créés depuis le début de l'année

Le marché du travail canadien a continué de progresser en novembre, avec 42 000 nouveaux emplois enregistrés en novembre, la plupart à plein temps et créés dans le secteur manufacturier.

Ce gain porte la progression totale de l'emploi dans les onze premiers mois de l'année à 502 000, un record sans précédent pour une telle période de temps.

Cette hausse a aussi réduit l'écart du taux de chômage entre le Canada et les États-Unis à son plus bas niveau depuis plus de 20 ans.

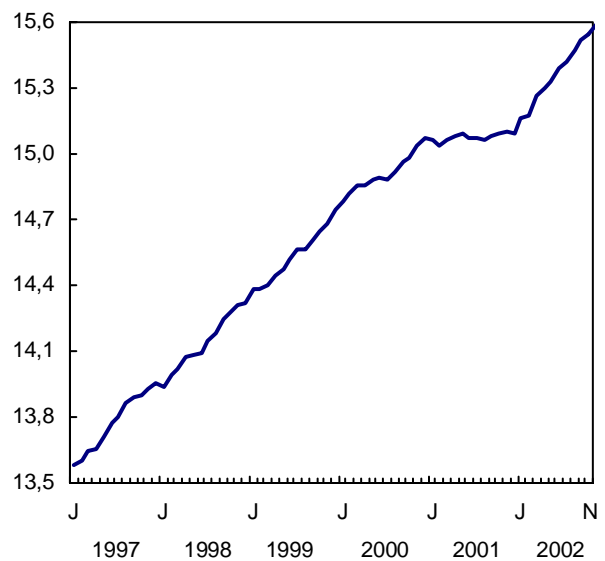
Le taux de chômage du Canada est passé de 7,6 % en octobre à 7,5 % en novembre. Parallèlement, l'emploi a baissé aux États-Unis, et le taux de chômage y est passé de 5,7 % à 6 %.

Au Canada, le secteur manufacturier a créé 150 000 emplois depuis le début de l'année, soit presque 30 % du total. La plus importante hausse a été affichée dans la fabrication d'aliments, de produits informatiques et électroniques ainsi que de machines.

(suite à la page 2)

Emploi

Millions, données désaisonnalisées



Un demi-million d'emplois... (suite de la page 1)

En novembre, l'emploi a diminué de 16 000 dans le secteur de la construction. Il s'agit de la première baisse enregistrée depuis sept mois. En effet, la forte demande de logements a entraîné une hausse de 48 000 (+5,7 %) du nombre d'emplois depuis le début de l'année.

Le nombre d'employés du secteur privé a grimpé de 57 000, ce qui représente la quatrième hausse mensuelle consécutive, portant la progression dans ce secteur à 280 000 (+2,8 %) depuis le début de l'année. Quant à l'effectif du secteur public, il a crû de 17 000, contrebalançant la majeure partie des pertes subies en octobre. La vigueur du secteur public tout au long de l'année s'est traduite par une hausse de 123 000 emplois (+4,3 %).

La vigueur du marché du travail s'est maintenue pour les hommes, l'emploi ayant augmenté de 20 000 en novembre, en raison de la progression du travail à temps plein. Le taux de chômage des hommes a diminué de 0,2 point pour passer à 6,5 %.

L'emploi chez les jeunes a augmenté de 15 000 en raison de l'accroissement du travail à temps plein; leur taux de chômage a baissé de 0,3 point pour s'établir à 13,6 %.

Chez les femmes, l'emploi a peu varié, la croissance du travail à temps plein ayant été partiellement contrebalancée par la contraction de l'emploi à temps partiel. Leur taux de chômage a augmenté de 0,1 point pour atteindre 6,1 %, en raison d'une légère hausse de l'activité sur le marché du travail.

À l'échelle provinciale, l'Alberta a affiché une hausse de 16 000 emplois répartis dans plusieurs secteurs d'activité. Cette hausse a fait fléchir le taux de chômage de 0,4 point, celui-ci étant passé à 5,3 %.

Pour ce qui est de l'Ontario, l'emploi s'y est accru de 13 000, des hausses ayant été enregistrées dans les secteurs manufacturier ainsi que des soins de santé et de l'assistance sociale. Des baisses ont été observées dans la gestion d'entreprises, les services administratifs et les autres services de soutien. Compte tenu de l'augmentation de l'emploi en novembre et de la baisse du nombre de personnes à la recherche d'emploi, le taux de chômage a reculé de 0,5 point pour s'établir à 6,7 %.

Au Québec, l'emploi global a augmenté de 9 000, la progression du travail à temps plein ayant été partiellement contrebalancée par une contraction du travail à temps partiel. Cependant, le taux

Enquête sur la population active, novembre 2002

Données désaisonnalisées¹

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Taux (%)
Canada	16 862,1	0,2	15 591,8	0,3	1 270,2	7,5
Terre-Neuve-et-Labrador	257,0	-0,6	209,5	-0,9	47,5	18,5
Île-du-Prince-Édouard	76,4	-0,3	67,7	0,1	8,7	11,4
Nouvelle-Écosse	476,8	0,7	431,6	0,7	45,2	9,5
Nouveau-Brunswick	389,3	0,1	349,2	0,7	40,1	10,3
Québec	3 965,4	0,8	3 623,7	0,3	341,7	8,6
Ontario	6 595,6	-0,3	6 152,3	0,2	443,4	6,7
Manitoba	602,6	0,3	569,9	0,2	32,7	5,4
Saskatchewan	522,1	0,4	491,7	0,4	30,4	5,8
Alberta	1 794,0	0,5	1 698,9	0,9	95,1	5,3
Colombie-Britannique	2 182,8	0,1	1 997,3	-0,1	185,6	8,5

1. Les données s'appliquent aux hommes et aux femmes âgés de 15 ans et plus.

de chômage de la province a grimpé de 0,5 point pour atteindre 8,6 %, en raison de l'augmentation du nombre de personnes à la recherche d'emploi.

Le nombre d'emplois a progressé de 3 000 en Nouvelle-Écosse et se situe maintenant légèrement au-dessus du niveau enregistré à la fin de 2001 (+1,0 %). Par contre, le taux de chômage de la province est resté inchangé, à 9,5 %, la croissance de l'emploi ayant coïncidé avec une augmentation de la population active.

Au Nouveau-Brunswick, l'emploi a crû de 2 000, portant la progression depuis le début de l'année à 12 000 (+3,6 %). En novembre, le taux de chômage a fléchi de 0,5 point pour s'établir à 10,3 %. Quant aux autres provinces, elles ont connu peu de variation en novembre.

Un résumé plus détaillé, **Information population active**, pour la semaine se terminant le 16 novembre (Internet : 71-001-XIF, 8 \$ / 78 \$) est en vente. Pour des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 (courriel : travail@statcan.ca). Pour des questions analytiques, communiquez avec Martin Tabi au (613) 951-5269 ou avec Vincent Ferrao au (613) 951-4750, Division de la statistique du travail. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 8.)

Regards sur l'industrie agro-alimentaire et la communauté agricole

La présente édition des *Regards sur l'industrie agro-alimentaire et la communauté agricole* comporte un article intitulé « Les cultures génétiquement modifiées : croissance stable en Ontario et au Québec ».

Depuis leur apparition au milieu des années 1990, les semences génétiquement modifiées ont pris une place de plus en plus grande chez les producteurs de maïs et de soya de l'Est du Canada, qui les utilisent pour limiter les dégâts causés aux cultures par les insectes ou pour permettre à leurs cultures de résister aux herbicides qui, autrement, les détruiraient. Les données montrent clairement que les superficies ensemencées, le nombre de producteurs et la production de soya et de maïs génétiquement modifiés affichent une augmentation au Québec et en Ontario.

On peut gratuitement consulter les *Regards sur l'industrie agro-alimentaire et la communauté agricole* (21-004-XIF) dans le site de Statistique Canada (www.statcan.ca). Pour plus de renseignements, communiquez avec Martin Beaulieu au (613) 951-6357, Division de l'agriculture.

Le paysage linguistique transformé par l'immigration

Le Canada devient de plus en plus une société multilingue en raison du nombre grandissant d'immigrants n'ayant ni le français ni l'anglais comme langue maternelle, d'après les données du Recensement de 2001.

Les Canadiens ont déclaré plus de 100 langues différentes à la question du recensement sur la langue maternelle. (La langue maternelle est définie comme étant la première langue apprise à la maison dans l'enfance et encore comprise au moment du recensement.)

En 2001, près de 5 335 000 personnes, soit environ une personne sur six, étaient allophones, c'est-à-dire qu'elles avaient déclaré une langue maternelle autre que le français ou l'anglais. Ce nombre, en hausse de 12,5 % par rapport à 1996, représente trois fois le taux de croissance de la population canadienne (+4,0 %).

Le recensement a également permis de confirmer que le chinois est demeuré au troisième rang des langues maternelles les plus répandues au Canada. Près de 872 400 personnes ont déclaré le chinois comme langue maternelle, en hausse de 17,9 % par rapport à 1996. Elles représentaient 2,9 % de la population totale du Canada, contre 2,6 % cinq ans plus tôt.

L'italien est demeuré au quatrième rang et l'allemand, au cinquième, bien que le nombre de ceux qui parlent ces langues ait fléchi. Le pendjabi est passé au sixième rang, tandis que l'espagnol est descendu à la septième position.

Le recensement a aussi permis de constater que neuf personnes sur dix parlent le français ou l'anglais le plus souvent à la maison.

La proportion de 22,0 % de la population qui parlait le français le plus souvent à la maison était légèrement inférieure à celle des personnes qui l'ont déclaré comme langue maternelle, soit 22,9 %.

Par contre, la proportion de 67,5 % de la population qui parlait l'anglais le plus souvent à la maison était considérablement supérieure à celle des personnes qui avaient l'anglais comme langue maternelle (59,1 %).

Seulement 10,5 % de la population parlait une langue non officielle le plus souvent à la maison, ce qui est bien inférieur à la proportion des personnes qui ont déclaré une langue non officielle comme langue maternelle, soit 18,0 %.

Un peu plus de 5,2 millions de personnes ont déclaré être bilingues, contre plus de 4,8 millions cinq ans auparavant, ce qui constitue une hausse de 8,1 %. En 2001, ces personnes formaient 17,7 % de la population, en hausse par rapport à 17,0 % en 1996.

À l'échelle nationale, 43,4 % des francophones ont déclaré être bilingues, contre 9,0 % des anglophones.

À l'extérieur du Québec, les francophones représentaient 4,4 % de la population en 2001, soit pratiquement la même proportion que celle de 4,5 % observée en 1996. La population francophone y a atteint 980 300 personnes en 2001, en hausse d'un peu plus de 10 000 par rapport à son effectif cinq ans auparavant.

La baisse de la population anglophone s'est accentuée au Québec de 1996 à 2001. La population de la province ayant déclaré l'anglais comme langue maternelle a fléchi de presque 30 500 pour atteindre 591 400. La majeure partie de la baisse est attribuable aux pertes nettes du Québec au profit d'autres provinces.

De 1996 à 2001, environ 53 300 anglophones ont quitté le Québec, tandis que seulement 24 100 s'y sont établis, ce qui constitue une perte nette de 29 200. Les pertes nettes de la population anglophone du Québec dans ses échanges avec les autres provinces et territoires durant la décennie précédente avaient été beaucoup plus faibles.

En 2001, environ 10,5 % de la population du Québec parlait l'anglais le plus souvent à la maison. Bien que cette proportion soit supérieure à celle qui a déclaré l'anglais comme langue maternelle (8,3 %), la proportion de la population qui parle l'anglais à la maison continue de diminuer.

Au Nouveau-Brunswick, le Recensement de 2001 a permis de constater que 10,5 % des francophones utilisaient le plus souvent l'anglais à la maison, en hausse par rapport à 9,7 % en 1996. Toutefois, selon les nouvelles données du recensement, environ la moitié (48,4 %) de ceux-ci utilisaient le français à la maison régulièrement. Autrement dit, le fait qu'ils emploient l'anglais de manière prédominante à la maison ne veut pas nécessairement dire qu'ils ont abandonné l'usage du français.

Pour en savoir plus, communiquez avec les Relations avec les médias, au (613) 951-4636, Division des communications.

Progression de la rémunération des travailleurs peu qualifiés

Selon une nouvelle étude, les travailleurs peu qualifiés peuvent considérablement augmenter leurs revenus en conservant plus longtemps leur emploi.

Dans l'étude, qui s'appuie sur les données de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu de 1993 à 1998, on entend par travailleurs peu spécialisés les travailleurs qui avaient au plus terminé des études secondaires en 1993 sans avoir poursuivi d'études par la suite.

L'étude montre que les travailleurs peu qualifiés gagnent à conserver leur emploi une autre année. Par exemple, en conservant leur emploi pendant cinq années consécutives, les hommes peu qualifiés verraient leur taux de rémunération horaire augmenter en moyenne de 4,5 % et les femmes peu qualifiées, d'environ 4,0 %. Il s'agit de gains à peine inférieurs à ceux que leurs homologues qualifiés auraient touchés s'ils avaient eux aussi occupé le même emploi au cours de ces cinq ans.

*Le document de recherche intitulé **Progression de la rémunération des travailleurs peu qualifiés au Canada d'après l'EDTR, 1993 à 1998** (11F0019MIF, n° 194, gratuit) est accessible dans le site de Statistique Canada (www.statcan.ca). Pour plus de renseignements, communiquez avec René Morissette au (613) 951-3608, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail.*

L'Alberta détrône la Colombie-Britannique comme destination des chercheurs d'emploi

Les Canadiens qui ont changé de province ou de territoire entre 1996 et 2001 se sont dirigés massivement vers la province prospère et riche en pétrole qu'est l'Alberta, d'après les données du Recensement de 2001.

Pour la première fois en 15 ans, la Colombie-Britannique n'est plus la destination de choix des Canadiens à la recherche d'emploi, qui ont afflué en Alberta.

Le gain migratoire net le plus important, et de loin, était de 119 400, lequel est survenu en Alberta. Quelque 242 200 personnes se sont installées dans cette province et 122 800 l'ont quitté. Les personnes âgées de 15 à 29 ans composaient 36 % du gain net total de l'Alberta.

De 1996 à 2001, environ 11 710 300 personnes âgées de 5 ans et plus ont changé de résidence au Canada. Le taux global de déménagement de la population canadienne durant cette période quinquennale, quoique important, est descendu à son plus faible niveau en plus de 20 ans.

Les personnes ayant déménagé représentaient 41,9 % de l'ensemble de la population âgée de 5 ans et plus en 2001, en baisse par rapport à 43,3 % en 1996 et en forte baisse par rapport à 46,7 % en 1991.

Seulement trois provinces — l'Île-du-Prince-Édouard, l'Ontario et l'Alberta — sont sorties gagnantes dans leurs échanges migratoires interprovinciaux de 1996 à 2001. Les autres, y compris les trois territoires, ont perdu plus de personnes qu'elles en ont accueillies.

L'Alberta a enregistré un taux de migration nette de 4,7 % de sa population. Par contre, le solde net de 51 900 de l'Ontario se traduit par un taux de 0,5 % et celui de 135 de l'Île-du-Prince-Édouard représente un taux de migration nette de 0,1 %.

D'autre part, la situation était complètement inversée en Colombie-Britannique, qui, de 1996 à 2001, a perdu 23 600 personnes de plus qu'elle en a accueillies. Durant la période quinquennale précédente, elle avait enregistré un gain net record de 150 000 personnes.

Quant à la province de l'Ontario, bien que son taux de migration nette ait été relativement faible, elle a accueillies 51 900 personnes de plus qu'elle en a perdu de 1996 à 2001, ce qui compense largement la perte nette de plus de 47 000 survenue durant la période quinquennale précédente. Cette situation tient principalement à la forte croissance économique dans la province.

Terre-Neuve-et-Labrador a connu sa perte nette la plus importante en 20 ans. La province a perdu près de 31 100 personnes de plus qu'elle en a gagnées de 1996 à 2001. Il s'agit de la différence entre les 47 100 personnes qui en sont parties et les 16 000 autres qui y sont arrivées.

Cette perte nette est supérieure à celle de plus de 23 200 observée durant la période quinquennale précédente. Terre-Neuve-et-Labrador a enregistré une perte nette dans tous les recensements depuis 1981.

La perte nette de la Saskatchewan à la suite de ses échanges migratoires avec le reste du pays, environ 24 900, représentait 2,7 % de sa population âgée de cinq ans et plus, soit le deuxième taux en importance parmi les provinces. Quelque 67 500 personnes sont sorties de la province de 1996 à 2001, tandis que 42 600 autres y sont entrées.

Pour plus de renseignements, communiquez avec les Relations avec les médias au (613) 951-4636, Division des communications.

Dépenses et pratiques environnementales des entreprises

En 2000, les entreprises canadiennes ont dépensé près de 2,2 milliards de dollars dans des projets d'immobilisations afin de protéger l'environnement, en hausse de 25,6 % par rapport à 1998.

Les entreprises ont dépensé 943,6 millions de dollars pour du matériel de prévention de la pollution (c'est-à-dire des procédés éliminant ou prévenant la pollution dans le cycle de production), en hausse de 45,5 % par rapport à 1998. De plus, elles ont dépensé 881,3 millions de dollars pour des procédés ou du matériel de lutte contre la pollution, en hausse de 28,7 %. Ces procédés ainsi que le matériel traitent la pollution et les déchets après leur création.

Dans l'ensemble des groupes d'industries, 75 % des établissements ont déclaré avoir eu recours à au moins une pratique de gestion environnementale en 2000. La pratique la plus souvent citée est l'utilisation d'un système de gestion environnementale, 58 % des établissements ayant déclaré s'en servir. Environ 11 % des établissements ont dit avoir obtenu la certification ISO 14000.

Un rapport d'analyse détaillé sur les estimations pour 2000 sera diffusé au début de 2003 dans le site de Statistique Canada (www.statcan.ca). Pour plus de renseignements, communiquez avec l'agent d'information au (613) 951-0297 (courriel : environ@statcan.ca), Division des comptes et de la statistique de l'environnement.

La valeur des permis de construction atteint de nouveau un record

Les chantiers de bâtiment ne laissent présager aucun répit, la valeur des intentions de construction ayant égalé en octobre le record de juillet 2002. En effet, la valeur des permis de construction a totalisé 4,0 milliards de dollars en octobre, soit 6,9 % de plus qu'en septembre. Le secteur résidentiel est le principal facteur de ce record.

Les municipalités ont délivré des permis de construction résidentielle pour une valeur de 2,6 milliards de dollars, soit 4,8 % de plus qu'en septembre. Ce niveau considérable tient largement à la valeur inégalée des intentions de construction de logements unifamiliaux. Rien qu'en octobre, la construction de près de 19 000 logements neufs a été autorisée.

La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a atteint le niveau record de 1,9 milliard de dollars en octobre, en hausse de 5,0 % par rapport à septembre, ce qui représente la troisième augmentation mensuelle consécutive. Ce niveau est supérieur de 63 millions de dollars au record précédent, enregistré en janvier 2002. Les intentions de construction de logements multifamiliaux ont aussi augmenté.

La vigueur constante du marché du travail canadien au cours de 2002 ainsi que le niveau bas des taux hypothécaires, la hausse du revenu disponible et les faibles taux d'occupation des appartements sont autant de facteurs qui ont positivement influé sur le marché de l'habitation et qui ont incité les consommateurs à s'orienter vers le marché des maisons neuves.

À l'échelle provinciale, les plus fortes hausses sont survenues en Ontario (+6,5 %, valeur totale de 1,1 milliard de dollars) et en Alberta (+13,0 %, valeur totale de 412 millions de dollars). Le Québec a été la seule province à afficher un repli, qui a mis un terme à une série de cinq hausses consécutives.

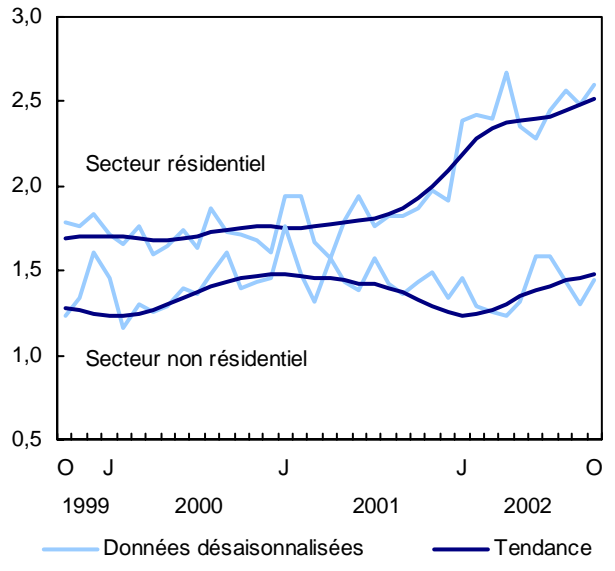
À la suite de deux reculs mensuels d'affilée, la valeur des permis de construction non résidentielle a totalisé 1,4 milliard de dollars en octobre, en hausse de 10,9 % par rapport à septembre. Cette croissance s'explique par une forte progression de la valeur de la composante institutionnelle.

Les intentions de construction institutionnelle ont progressé de 36,0 % pour atteindre 529 millions de dollars après deux baisses mensuelles consécutives. Des projets de construction d'établissements d'enseignement dans la région de Toronto ont permis à l'Ontario de réaliser la plus forte croissance en termes absolus.

À la suite de deux baisses mensuelles, la valeur des permis de construction industrielle s'est accrue de 4,4 % pour atteindre 275 millions de dollars en raison d'une augmentation dans la catégorie des usines de fabrication.

Valeur des permis de construction

En milliards de dollars



Après avoir atteint un record en juin, la composante commerciale a enregistré la quatrième baisse mensuelle consécutive en octobre (-1,4 %), laquelle est attribuable à la catégorie de commerce et des services ainsi qu'à celle des entrepôts.

Sur les 28 régions métropolitaines de recensement, 17 ont affiché une progression mensuelle de la valeur des permis de construction non résidentielle. Toronto a enregistré la hausse la plus importante, et de loin, les intentions dans la catégorie de l'éducation s'étant accrues. Par contre, Edmonton a connu la plus forte régression, en raison d'une baisse dans la composante commerciale.

À l'échelle provinciale, c'est en Ontario que l'augmentation dans le secteur non résidentiel a été la plus forte (+54,0 %, valeur totale de 736 millions de dollars), après trois reculs mensuels consécutifs. Chacune des trois composantes a progressé, en particulier la composante institutionnelle.

Après avoir enregistré la plus forte croissance en septembre, l'Alberta a affiché la plus forte baisse (-49,5 %, valeur totale de 138 millions de dollars) en raison du recul des trois composantes non résidentielles.

Le numéro d'octobre 2002 de **Permis de bâtir** (Internet : 64-001-XIF, 14 \$ / 145 \$) vient de paraître. Pour des renseignements généraux, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 ou composez sans frais le 1 800 579-8533 (courriel : clarver@statcan.ca). Pour des questions analytiques, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 (courriel : saineti@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

La fréquentation des établissements du patrimoine progresse

Les 2 600 établissements du patrimoine canadien ont profité de la croissance du nombre d'adhésions, de l'augmentation du nombre de visiteurs, ainsi que de la hausse des recettes et des subventions publiques en 1999, ce qui fait de cette année l'une de leurs meilleures années.

Le nombre de visiteurs s'est élevé à 118,3 millions, et les recettes d'exploitation ont presque atteint le 1,5 milliard de dollars, soit 25 % de plus qu'en 1993 et 12 % de plus par rapport à 1997. Les dépenses d'exploitation ont, quant à elles, augmenté de 10 % par rapport à 1997 et ont tout juste dépassé 1,3 milliard de dollars.

L'origine des recettes d'exploitation des établissements du patrimoine est progressivement passée des administrations publiques aux visiteurs. Pour chaque tranche de 100 \$ de recettes en 1999, les établissements du patrimoine ont reçu environ 59 \$ en subventions et 33 \$ du public sous forme d'adhésions, de droits d'entrée et de ventes au comptoir. Par contre, en 1993, pour chaque tranche de 100 \$ de recettes, 71 \$ provenaient de subventions et seulement 23 \$, des visiteurs. Les dons du secteur privé ont représenté environ 8 \$ pour chaque tranche de 100 \$ de recettes en 1999, contre un peu moins de 6 \$ en 1993.

Les établissements du patrimoine ont déclaré des revenus d'exploitation gagnés de plus de 481,5 millions de dollars en 1999, soit 22 % de plus qu'en 1997. Ce bond est principalement attribuable aux recettes des ventes au comptoir dans les boutiques de souvenirs, les cafétérias et les autres points de vente. Ces ventes ont atteint près de 308,5 millions de dollars en 1999, soit 30 % de plus qu'en 1997.

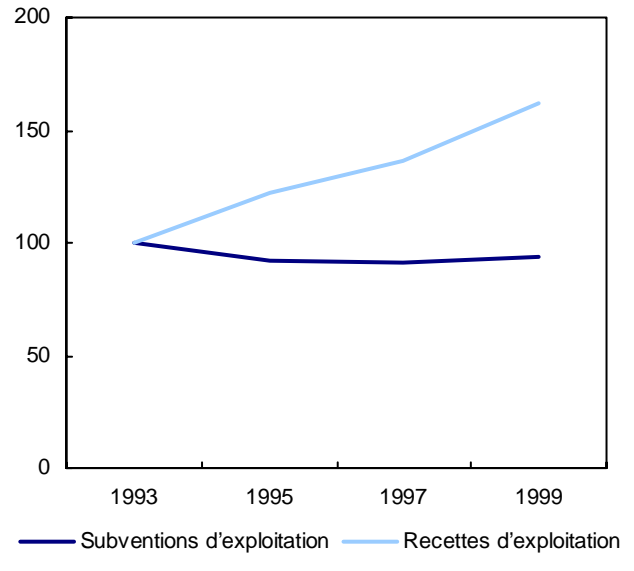
En 1999, les subventions publiques de toutes sortes ont atteint 862,7 millions de dollars, en hausse de près de 6 % par rapport à 1997. La moyenne des subventions par établissement a été de 331 300 \$, soit 3 % de plus qu'en 1997.

Les musées sont parmi les établissements les plus populaires. Leur fréquentation a légèrement augmenté, le nombre de visiteurs passant de 26,2 millions en 1997 à 26,5 millions en 1999. La fréquentation moyenne a tout de même légèrement diminué, passant maintenant à 18 900 visiteurs par établissement, contre 19 100 en 1997. Les droits d'entrée dans les musées se sont accrus au fil des ans, les droits moyens pour un adulte augmentant de 12 % par rapport à 1997.

Les parcs naturels du Canada ont déclaré des recettes records,

Subventions et recettes d'exploitation

En milliers de dollars indexés et constants (1992=100)



surtout pour les droits d'entrée et les ventes au comptoir. Les recettes ont atteint 127,3 millions de dollars en 1999, soit une moyenne de 758 000 \$ par établissement, en hausse par rapport aux 611 000 \$ par établissement observés en 1997. La part des revenus gagnés par rapport au total des recettes d'exploitation pour les parcs naturels a grimpé jusqu'à 38 %, contre 35 % en 1997. Les divers paliers d'administration publique ont accru leur soutien financier aux parcs naturels, celui-ci atteignant 207,5 millions de dollars en 1999, soit 1 235 000 \$ par établissement en moyenne, contre 1 109 000 \$ en 1997.

Pour en savoir plus, consultez les tableaux de la publication intitulée **Les établissements du patrimoine** (papier : 87F0002XPF, 50 \$). Pour des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1 800 307-3382 (courriel : cult.tourstats@statcan.ca). Pour des questions analytiques, communiquez avec Fidel Ifedi au (613) 951-1569 (courriel : fidel.ifedi@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation.

Alphabétisme et alphabétisation des francophones au Canada

Le document analytique *Alphabétisme et alphabétisation des francophones au Canada* utilise les données de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes de 1994 afin de dresser un tableau général des niveaux d'alphabétisme chez les francophones au Canada. Il examine la réalité de l'alphabétisme dans le contexte des transferts linguistiques à l'anglais.

Le rapport se penche aussi sur le processus d'alphabétisation des francophones en cherchant à dégager l'effet respectif de différents facteurs sociaux et culturels sur la maîtrise de la langue. Enfin, ce rapport propose un certain nombre de pistes de réflexion pouvant inspirer l'analyse des données de la prochaine Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes qui aura lieu en 2003.

La monographie intitulée *Alphabétisme et alphabétisation des francophones au Canada* (89-552-MIF, n° 10) est gratuitement accessible dans le site de Statistique Canada (www.statcan.ca). Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-7608 ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (courriel : educationstats@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation.

Enquête sur l'industrie des matériels médicaux

Selon l'Enquête sur l'industrie des matériels médicaux, les entreprises fabriquant du matériel médical ont déclaré des recettes nettes de 2,6 milliards de dollars en 2000. Cette même année, les quelque 500 entreprises de matériels médicaux employaient environ 22 000 personnes. De ce nombre, environ 14 800 emplois étaient liés à la production de matériels médicaux et 7 200 autres emplois étaient liés aux matériels médicaux.

En 2000, les entreprises ont investi environ 125 millions de dollars dans la recherche et le développement, dont 112,6 millions de dollars étaient financés uniquement par ces entreprises.

L'Enquête sur l'industrie des matériels médicaux a utilisé l'activité comme base de sondage, pour l'année de référence 2000. Elle a été menée à titre volontaire, pour le compte d'Industrie Canada et de Santé Canada. L'Enquête visait à produire de nouvelles statistiques sur la recherche et le développement, la propriété intellectuelle, l'emploi, les recettes, le commerce électronique et la technologie, ainsi que les ressources de capitaux des entreprises engagées dans la production des matériels médicaux.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Yves Gauthier au (613) 951-0188 (courriel : yves.gauthier@statcan.ca), Division des petites entreprises et des enquêtes spéciales.

Pour commander les produits et services

Pour commander Infomat ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Nos produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Statistique Canada, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

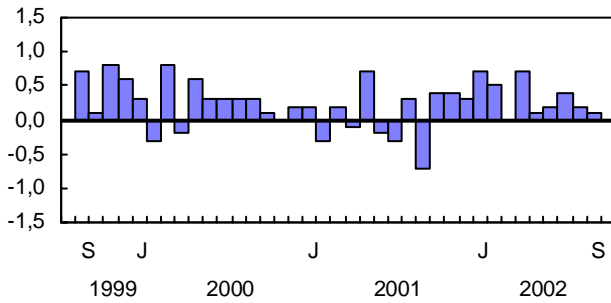
Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Nos produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

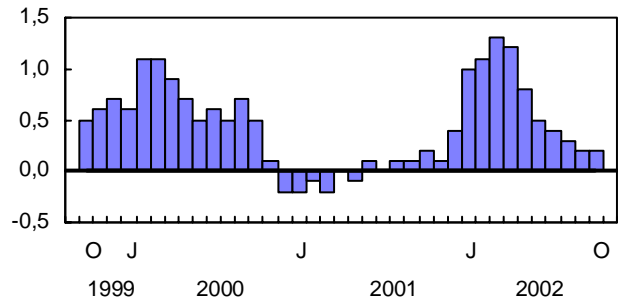
Variation mensuelle en %



L'activité économique globale a augmenté de 0,1 % en septembre, après avoir progressé de 0,2 % en août.

Indice composite

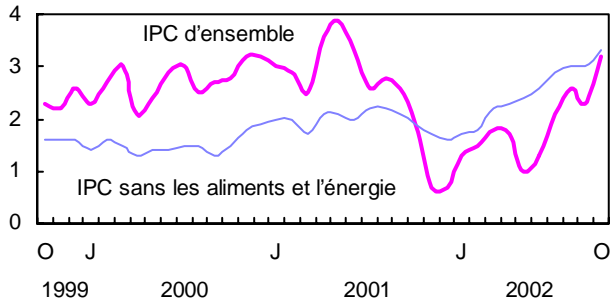
Variation mensuelle en %



La croissance de l'indicateur avancé est restée inchangée, à 0,2 % en octobre. Sur les dix composantes, six ont progressé, notamment le secteur du logement.

Indice des prix à la consommation

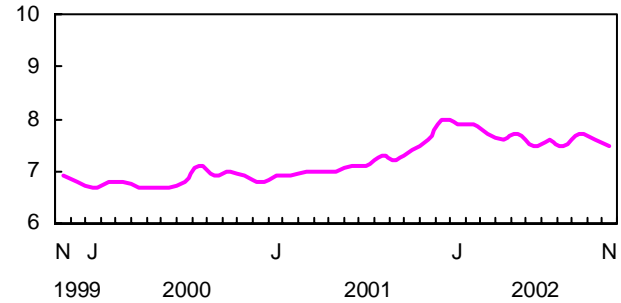
Variation annuelle en %



En octobre, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 3,2 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 3,3 %.

Taux de chômage

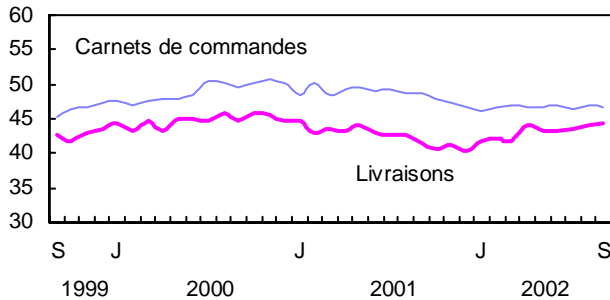
%



En novembre, le taux de chômage a baissé de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 7,5 %.

Fabrication

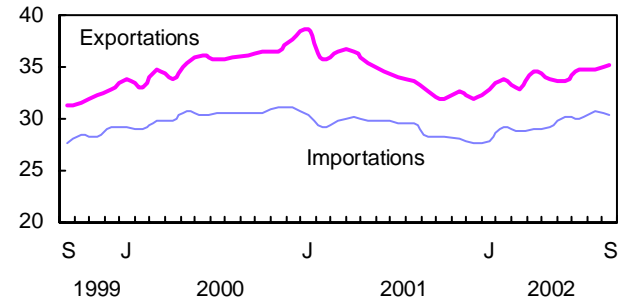
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont progressé de 1,2 % en septembre pour atteindre 44,5 milliards de dollars. Les carnets de commandes ont baissé de 0,9 % pour se fixer à 46,7 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En septembre, les exportations ont progressé de 0,8 % pour se fixer à 35,2 milliards de dollars. Les importations ont baissé de 1,3 % pour se fixer à 30,3 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1997) ¹	septembre	980,7	0,1 %	4,0 %
Indice composite (1992 = 100)	octobre	179,3	0,2 %	7,6 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	3 ^e trim. de 2002	40,3	2,6 %	12,9 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%) ²	2 ^e trim. de 2002	83,2	1,3 †	-0,1 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	septembre	25,6	-0,5 %	7,7 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	octobre*	148,6	2,0 %	10,6 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	septembre	35,2	0,0 %	6,9 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	novembre*	15,6	0,3 %	3,2 %
Taux de chômage (%)	novembre*	7,5	-0,1 †	-0,1 †
Taux d'activité (%)	novembre*	67,3	0,1 †	1,2 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	septembre	679,61	0,15 %	1,66 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	novembre	118,2	-2,2 %	-8,6 %
Prestataires ordinaires d'assurance-emploi (en milliers)	septembre	553,3	-0,8 %	3,0 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	septembre	35,2	0,8 %	7,5 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	septembre	30,3	-1,3 %	6,8 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	septembre	4,9	0,7	0,5
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	septembre	44,5	1,2 %	7,4 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	septembre	44,1	-1,2 %	6,7 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	septembre	46,7	-0,9 %	-4,2 %
Ratio des stocks aux livraisons	septembre	1,41	-0,01	-0,13
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	octobre	120,5	0,3 %	3,2 %
Indice des prix des produits industriels (1997 = 100)	octobre	109,0	0,4 %	2,4 %
Indice des prix des matières brutes (1997 = 100)	octobre	116,7	-0,1 %	11,1 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	octobre*	111,8	0,5 %	4,7 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

1. 1997 remplace 1992 comme année de base pour l'estimation du produit intérieur brut par industrie. En outre, l'évaluation au coût des facteurs a été remplacée par une évaluation aux prix de base.
2. Le calcul du taux d'utilisation de la capacité de production est maintenant basé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 1997, qui remplace la Classification type des industries de 1980.

Infomat

Revue hebdomadaire

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2002. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Produits diffusés du 5 au 11 décembre 2002

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
Estimation de novembre de la production des principales grandes cultures	2002	22-002-XIB	11/66
Estimation de novembre de la production des principales grandes cultures	2002	22-002-XPB	15/88
La revue des céréales et des graines oléagineuses	septembre 2002	22-007-XPB	15/149
La revue des céréales et des graines oléagineuses	septembre 2002	22-007-XIB	11/112
Regards sur l'industrie agro-alimentaire et la communauté agricole	décembre 2002	21-004-XIF	gratuit
Statistiques de bovins	2000 à 2002	23-012-XIF	gratuit
COMMERCE INTERNATIONAL			
Exportations par marchandise	septembre 2002	65-004-XMB	37/361
Exportations par marchandise	septembre 2002	65-004-XPB	78/773
ENQUÊTES SPÉCIALES			
Alphabétisme et alphabétisation des francophones au Canada, n° 10		89-552-MIF	gratuit
Alphabétisme et alphabétisation des francophones au Canada, n° 10		89-552-MPF	10
ÉTUDES ANALYTIQUES			
La détérioration des gains des immigrants s'étend-elle aux immigrants qui travaillent de façon autonome?		11F0019MIF2002195	gratuit
Progression de la rémunération des travailleurs peu qualifiés au Canada d'après l'EDTR	1993 à 1998	11F0019MIF2002194	gratuit
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Ciment	octobre 2002	44-001-XIB	5/47
Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier	octobre 2002	41-011-XIB	5/47
Produits pétroliers raffinés	juillet 2002	45-004-XIB	16/155
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL			
Permis de bâtir	octobre 2002	64-001-XIF	14/145
STATISTIQUE DU REVENU			
Série de documents de recherche sur les dépenses des ménages	2001	62F0026MIF	gratuit
Détail des dépenses moyennes des ménages pour le Canada, les provinces et les territoires, et certaines régions métropolitaines	2001	62F0031XDB	125
Détail des dépenses moyennes des ménages selon le quintile de revenu du ménage pour le Canada et les provinces	2001	62F0032XDB	125
Détail des dépenses moyennes des ménages selon le mode d'occupation du logement pour le Canada	2001	62F0033XDB	125
Détail des dépenses moyennes des ménages selon le type de ménage pour le Canada	2001	62F0034XDB	125
Détail des dépenses moyennes des ménages selon la taille de la région de résidence pour le Canada	2001	62F0035XDB	125
Caractéristiques des logements et de l'équipement ménager pour le Canada, les provinces et les territoires, et certaines régions métropolitaines	2001	62F0041XDB	125
Caractéristiques des logements et de l'équipement ménager selon le quintile de revenu pour le Canada	2001	62F0042XDB	125
Caractéristiques des logements et de l'équipement ménager selon le mode d'occupation du logement pour le Canada	2001	62F0043XDB	125
Caractéristiques des logements et de l'équipement ménager selon le genre de ménage pour le Canada	2001	62F0044XDB	125
Caractéristiques des logements et de l'équipement ménager selon la taille de la région de résidence pour le Canada	2001	62F0045XDB	125
STATISTIQUE DU TRAVAIL			
Information population active, pour la semaine se terminant le 16 novembre 2002		71-001-XIF	8/78
STATISTIQUES SUR LA SANTÉ			
Rapports sur la santé – supplément, vol. 13	2002	82-003-SPF	20
TRANSPORTS			
Aviation : bulletin de service, vol. 34, n° 3		51-004-XIB	8/82
Y a-t-il reprise dans les activités des compagnies aériennes au Canada depuis le 11 septembre 2001?	Janv. 1997 à juil. 2002	51F0009XIF	gratuit

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.